

# GRANDS ECHOS LACS

Publication mensuelle du Réseau Européen pour l'Afrique Centrale ( EURAC )

● European Network For Central Africa ● N° 3 Octobre 2004

## ► EDITORIAL

### Un nouveau départ !

**L**e numéro 3 de cet *Echos des Grands Lacs* aurait du paraître il y a quelques semaines déjà. La nouvelle équipe qui s'est mise en place au sein d'EurAC à la fin du mois d'août a mis les bouchées doubles pour rattraper le temps perdu et digérer le flot de l'actualité depuis le numéro précédent. Ce nouveau numéro tient compte des commentaires et appréciations reçus de votre part et réorganise quelque peu les rubriques. Ainsi trouverez-vous, à côté de notre résumé des événements de la période écoulée et de notre sélection des principaux documents parvenus à la rédaction, une rubrique où nous chercherons à vous éclairer sur l'actualité des thèmes de plaidoyer qui nous sont chers, telle la participation de la société civile à la détermination de l'avenir des pays de la région des Grands Lacs.

Le secrétariat d'EurAC n'était opérationnel que depuis quelques jours que déjà de nombreux responsables en provenance de la région nous rendaient visite pour partager avec nous leurs analyses et points de vue. Nous avons ainsi reçu, entre autres, le président et le secrétaire exécutif du CNONGD juste après le *Symposium de la société civile en RDC* et le président de la Commission Electorale indépendante. Nos colonnes en font état.

L'actualité des semaines écoulées indique combien l'Afrique centrale se trouve à un tournant des processus de paix et de transition. Les blocages et tensions peuvent s'intensifier tant qu'une des parties du conflit qui se sentirait lésée ou serait en perte de vitesse aurait besoin d'un coup d'éclat pour se remettre en selle. Dans ces bras de fer entre belligérants et factions, il y a belle lurette que la vie des civils et les droits de l'Homme sont devenus quantité négligeable. Le massacre, bien médiatisé, de Gatumba, l'illustre à suffisance. La fausse sortie du RCD des institutions de la transition au Congo le prouve aussi, de même que les signes d'inquiétude sur la situation qui prévaut au Rwanda. Pendant ce temps, la liste des exactions et violations des droits des personnes continue de s'allonger quotidiennement au Burundi et à l'Est de la RDC. Cependant tous les jours également, des hommes et des femmes y luttent pour la paix, la démocratie, la justice, la santé, en rendant espoir à ces peuples et en justifiant ce combat qui est le nôtre.

**Arnaud Gorgemans,  
Directeur**

## ► SOMMAIRE

► Synthèse de l'actualité juillet-septembre

- RDC : Tensions militaires à l'Est sur fond de crise gouvernementale
- Rwanda : Idéologie du génocide et les juridictions Gacaca
- Burundi : Massacre de Gatumba et risques de blocage

► Actualité du Plaidoyer

- Préparatifs de la Conférence Internationale
- Prorogation du mandat de la MONUC
- Symposium de la Société civile de la RDC
- Visites de l'Abbé Malumalu et du comité exécutif du CNONGD à EURAC

► Principaux Documents reçus

- Gatumba
- Burundi transition
- Rwanda : Idéologie du génocide
- RDC : politique, société civile
- Grands Lacs
- EURAC

Editeur responsable  
Luc Claessens

Rue des Tanneurs, 165  
1000 Bruxelles (Belgique)

Tél 00 32 2/502 33 12

Fax 00 32 2/ 502 21 42

email:

arnaud.gorgemans@eurac-network.org

# Synthèse de l'actualité juillet-septembre

---

## ► RDC: Tensions militaires à l'Est sur fond de crise gouvernementale

Selon l'OCHA, (Monitoring de la situation humanitaire en RDC du 11-17/09/04), les combats pour la reprise du territoire de Kalehe, province du Sud-Kivu, par la 10<sup>ème</sup> Région militaire ont entraîné des déplacements de quelque 4.000 familles. 17.000 nouveaux déplacés environ (tous Rwandophones) ont quitté Kalehe vers Masisi au Nord-Kivu alors que les déplacés qui avaient fui certaines localités commençaient à revenir dans leurs villages d'origine. D'autre part, des milliers de refoulés congolais du district ougandais de Hoima sont retournés à Kasenyi et dans le district de l'Ituri. Cette situation fait suite aux affrontements entre militaires insubordonnés et forces régulières survenus depuis le mois de juillet et qui n'ont jamais cessé.

L'agence MISNA (25/09/04) annonçait que 20.000 personnes avaient fui vers le Nord de la RDC par crainte d'une recrudescence des violences dans la région. La panique a apparemment été déclenchée par des mouvements de troupes gouvernementales dans la région, où la situation est toujours volatile, depuis la fin de la guerre civile en 2002, après cinq années de conflit qui ont embrasé six pays de la région. C'est pour cette raison que le gouvernement de la RDC a récemment déployé des forces supplémentaires dans les provinces de l'Est du pays dans le cadre de la lutte contre des groupes rebelles soutenus par le Rwanda, du district de Kalehe.

Pour rappel, le chef d'Etat-major de la force terrestre a été dépêché par Kinshasa dans les trois régions militaires de l'Est du pays pour faciliter la collaboration entre les commandants des trois régions militaires (8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup>). A Walikale, il y aurait eu des combats entre les militaires de la 10<sup>e</sup> région militaire et de la 13<sup>e</sup> brigade Maï-Maï.

Pour leur part, les Forces armées de la RDC (FARDC) ont annoncé le 14/09/04, avoir repris la localité de Minova, située à la frontière entre le Sud et le Nord-Kivu à environ 120 Km au nord de Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu. Le général insurgé Laurent Nkunda et ses hommes y avaient installé leur base après s'être retirés de Bukavu, selon le porte-parole de la 10<sup>ème</sup> région militaire des FARDC à Bukavu, le lieutenant Kasanda wa Kasanda et confirmée sur place par des sources indépendantes. Minova était la dernière des localités du Sud-Kivu qui restait à reconquérir par les soldats de la 10<sup>ème</sup> région après la reprise, le 10/09/04, de Nyabibwe et Dutu des mains des soldats insurgés (AFP, 14/09/04)

Cette situation alarmante au Sud-Kivu est du notamment au fait que la Résolution de l'ONU imposant un embargo sur les armes pour la Province de l'Ituri n'a jamais été respecté. L'ONU a dû, le 27/07/04, prolonger cet embargo jusqu'au 31/07/05. Elle intervient également dans un contexte de crise politique grave au sein du Gouvernement qui avait conduit le président Thabo Mbeki à opérer un déplacement à Kinshasa pour relancer le processus de transition. En effet, le 13/07/04, dix ex-rebelles du RCD, dont Bizima Karaha, avaient quitté le parlement. Après le massacre de Gatumba (13/08/04), le vice-président de la République chargé des questions de sécurité, Azarias Ruberwa, avait annoncé que son mouvement, le RCD, suspendait toute participation aux institutions de transition et réclamait une renégociation de tous les accords signés, afin de relancer le processus. Il n'est rentré à Kinshasa que suite au désaveu d'une partie de son mouvement qui ne l'a pas suivi et des pressions internationales, spécialement de l'ONU et de l'UE.

## ► RWANDA. Idéologie du génocide les juridictions Gacaca

Le 30 juin 2004, l'Assemblée nationale a adopté une «Recommandation» de la Commission d'enquête parlementaire chargée de répertorier les groupes et associations qui prêchent «l'idéologie génocidaire» (F. 6197). La Commission demandait au Gouvernement de dissoudre cinq associations dont la *Ligue Rwandaise pour la Promotion et la défense des Droits de l'Homme (LIPRODHOR)* et réclamait également l'arrestation des responsables. Elle mettait en cause également six des 12 provinces du pays, l'Université nationale, un certain nombre d'écoles secondaires et de nombreuses Eglises, dont l'Eglise catholique. Le Conseil du Gouvernement a confirmé, le 19/09/04, les recommandations de ce Rapport et demandé qu'elles soient mises en application (F. 6188). Les membres de la LIPRODHOR mis en cause avaient déjà fui le pays par peur d'être arrêtés et emprisonnés. Quant à l'Eglise catholique, elle a publié, le 26 juillet 2004, une «Réaction» dans la quelle elle regrette «une globalisation et une généralisation injustifiées (...) dans le fait d'attribuer des idées ou actions personnelles d'un individu à l'institution, à l'ethnie, à la région, à la confession religieuse ou à l'association dont il fait partie» (voir F. 6187). Nommément mis en cause par le Rapport, l'évêque de Gikongoro, Mgr Augustin Misago, a publié un texte dans lequel il affirme que le Rapport le calomnie (F. 6190).

Un parti politique d'opposition, le *Pacte démocratique national-Igihango* condamne ce rapport qu'il qualifie de «stratégie de l'intimidation» qui «a largement atteint ses limites» (F. 6189).

En rapport avec le génocide, il faut signaler le report pour janvier 2005 de l'entrée en fonction des tribunaux populaires Gacaca. Lancées officiellement le 24/06/04 pour juger les présumés coupables de génocide, ils devaient initialement débiter en novembre 2004. Ce report s'explique, selon certains, par le renvoi en juillet dernier de quelque 400 juges pour «incompétences et corruption» et le recrutement de nouveaux. Les Gacaca-pilotes fonctionnent depuis 2001. Présentées par le Gouvernement comme étant un instrument pour «réconcilier» les Rwandais, ils sont objet de nombreuses critiques.

## ► BURUNDI : Massacre de Gatumba et risques de blocage

Le 13 août 2004, des combattants armés ont massacré quelque 152 civils congolais et blessé 106 autres dans le camp de réfugiés de Gatumba, près de Bujumbura, au Burundi. Ce massacre a suscité de nombreuses condamnations dans le monde (voir documents sur Gatumba). Deux thèses sont en présence : celle d'un crime crapuleux et celle d'une attaque contre un camp qui abritait des combattants banyamulenge qui se préparaient à attaquer la RDC. Cette thèse du FNL a été reprise par plusieurs groupes de la société civile congolaise. Selon le sociologue André Guichaoua de l'Université de Lille, dans ce crime comme dans bien d'autres dans la région des Grands Lacs, «on ne sait jamais qui sont les commanditaires réels des actes criminels». (Le Nouvel Observateur du 26/08/04)

Les partis politiques tutsi formant le G 10 ont pris ce prétexte pour se voir confortés dans leur bras de fer avec le Gouvernement et les partis signataires de l'Accord de paix à Pretoria du 6 août 2004, pour le partage du pouvoir entre les différentes familles politiques et qui devait être entériné le 14 août 2004. Malgré l'opposition du G10, le Président de la République a fait approuver une nouvelle Constitution post-Transition qu'il comptait soumettre à un référendum populaire le 20/10/04. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a estimé ce calendrier techniquement irréaliste. Le G10 a de son côté proposé sa propre Constitution et saisi la Cour constitutionnelle pour l'annulation de la Constitution présentée par le Président de la République et contre le référendum (voir documents sur Burundi : transition). Quel que soit l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle, le danger de blocage du processus n'est pas exclu si des mécanismes ne sont pas mis en place pour empêcher des va-t-en guerre de provoquer le chaos dans le pays. Cette crise, la plus grave depuis août 2000, intervient dans un climat déjà tendu par des grèves des enseignants, des prisonniers à travers tout le pays et l'arrestation de plus d'un millier de jeunes soupçonnés de préparer une nouvelle rébellion alors que circulent des rumeurs de coup d'Etat.

# ACTUALITE DU PLAIDOYER

---

## ► Préparatifs de la Conférence internationale

- Le 5 septembre 2004 s'est tenue à Bujumbura la première réunion du «Comité préparatoire régional» de la «Conférence internationale sur la paix et la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance, le développement économique et l'intégration régionale et sur les questions humanitaires et sociales dans les pays des Grands Lacs». Elle a été organisée par les Nations unies et l'Union africaine. Quelque 150 personnes devaient y prendre part dont des représentants du Burundi, de la RDC, du Rwanda, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de la Zambie. Parmi les autres participants figuraient des représentants des Agences des Nations unies impliquées dans la recherche de la paix pour les Grands Lacs, ceux de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), des délégués de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), ceux de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (CEAE), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) ou encore, de la Banque africaine de développement (BAD).

- Selon l'agence PANA (25/09/04), les ONG régionales se réunies du 20 au 25 septembre 2004 à Arusha, en préparation de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs, prévue au mois de novembre à Dar es Salam, en Tanzanie. Les participants provenaient des sept principaux pays de la région des Grands Lacs (Burundi, RDC, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Ouganda et Zambie) ainsi que d'autres groupes locaux et internationaux.

Cette réunion, financée par le Groupe des Amis de la Région des Grands Lacs, un organisme comprenant 26 pays et organisations internationales et co-présidé par le Canada et les Pays-Bas, était la seconde des trois rencontres spécialisées dont l'organisation est prévue dans le cadre du processus de la Conférence internationale sur les Grands Lacs. La première était la réunion des jeunes qui s'est tenue à Kampala, en Ouganda, l'année dernière, la troisième devant être celle des femmes, accueillie à Kigali, au Rwanda, du 7 au 9 octobre.

- Dans un «Briefing paper», Hannelore Delcour présente le calendrier de toutes les rencontres prévues d'octobre 2004 à juin 2005 fixées par le bureau du SRSB, Ibrahima Fall. Elle affirme que «malgré la situation précaire dans la région sur le plan sécuritaire, le processus de la CIGL a continué son chemin à petit pas. Néanmoins, les processus nationaux de préparation de la CIGL ont pris du retard à cause des différents éléments, les plus importants étant la situation sécuritaire dans chaque pays de la région et les difficultés au niveau de déblocage des fonds». (F. 6212)

## ► Prorogation du mandat de la MONUC

Le 1 octobre 2004, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, dans sa *Résolution 1565*, de proroger le déploiement de la MONUC jusqu'au 31 mars 2005. Il a demandé de «déployer d'urgence des capacités militaires supplémentaires au profit de la MONUC (...) aussitôt que possible dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu toutes les brigades et les moyens de mise en œuvre appropriée». Le Conseil de sécurité autorise «l'augmentation des effectifs de la MONUC de 5.900 personnels, y compris jusqu'à 341 personnels de police civile, ainsi que le déploiement du personnel civil approprié, des moyens de mobilité aérienne appropriée et proportionnés et d'autres moyens de mise en œuvre». Le Conseil se déclare résolu à continuer à «examiner régulièrement l'effectif et la structure de la MONUC, en tenant compte de l'évolution de la situation sur le terrain» (voir [Résolution 1565 \(2004\)](#)). Le 23/09/04, par la voix du chef de la diplomatie néerlandaise dont le pays assume actuellement la présidence, l'UE avait appuyé le renforcement du mandat de la MONUC ainsi que le renforcement de ses moyens (AFP, 23/09/04)

## ► Symposium de la Société civile de la RDC

La Société civile de la RDC s'est réunie du 13 au 17 septembre 2004 à Kinshasa en symposium national préparatoire de la société civile de la république démocratique du Congo à la conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs. A cette occasion, elle a publié une «*Déclaration du désengagement de la société civile de la RDC par rapport à la Conférence régionale des ONG et de la société civile d'Arusha en Tanzanie*» prévue du 20 au 24 septembre 2004.

Les griefs de la Société civile de la RDC sont notamment :

- *le fait que le Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies dans les grands-Lacs, le PNUD et la Fondation Mwalimu Nyerere, se sont permis de désigner les représentants de la Société Civile congolaise à cette rencontre au mépris de l'indépendance des Sociétés civiles de chaque pays.*

- *«La rencontre régionale des jeunes s'étant tenue à Kampala, celle des femmes à Kigali, celle des Ong ou de la société civile des Grands Lacs devrait se tenir logiquement à Kinshasa ;*

- *Le déficit de communication qui a caractérisé toutes les étapes préparatoires de la rencontre d'Arusha est de nature à occasionner une faible participation de la société civile de la République Démocratique du Congo.*

- *Le traitement quasi discriminatoire de la République Démocratique du Congo par le PNUD dans l'accompagnement logistique du processus préparatoire national » (F. 2020).*

## ► Visite du président de la Commission électorale indépendante de la RDC

Le 1<sup>er</sup> octobre dernier, nous avons reçu à EurAC, devant une vingtaine de journalistes et de responsables d'ONG, l'abbé Apollinaire Malumalu, pour une conférence-débat sur l'état de la transition à 9 mois des élections en RDC. Dans un vaste survol de l'état de la transition politique et les institutions congolaises, il nous a redit avec lucidité et détermination son intention de conduire le pays vers des élections démocratiques et indépendantes en principe au mois de juin 2005. Légaliste, il a indiqué avec précision les étapes préalables qui restaient à franchir et ou qui avaient la responsabilité de les débloquer.

## ► Visite du Comité exécutif du CNONGD

Le 20 septembre, nous recevions la visite de Déo Baabo et de Robert Mabala Kasongo, respectivement président du conseil d'administration et secrétaire exécutif du CNONGD de la RDC. Collectif de 500 ONG actives dans les 11 provinces de la République, le CNONGD est soutenu par une structure d'une quinzaine de personnes. Il est né avec le vent de la démocratisation à l'aube des années 1990. Nos deux visiteurs viennent tous deux d'entrer en fonction suite à la dernière Assemblée générale. Ils nous ont tenu informés de leurs priorités et des difficultés de la société civile congolaise à garantir sa participation au processus de préparation de la conférence internationale pour les Grands Lacs face aux attermoissements du PNUD, mais nous ont assuré de leur détermination de se concerter, si possible dans le cadre d'un réseau permanent à l'instar de ce qu'est EurAC en Europe, avec leurs partenaires des autres pays de la sous-région pour la définition des conditions indispensables au retour de la paix en Afrique centrale.

# Documents sur la région des Grands Lacs      Octobre 2004

---

*Cette liste présente une sélection, forcément partielle, des principaux documents repris à EURAC depuis le mois de juillet. Ils sont classés par thème. Ils sont disponibles chez nous ou sur le site web des institutions qui les ont publiés. Nous vous les enverrons volontiers par courrier électronique. Veuillez passer votre commande à l'adresse : [secretariat@eurac-network.org](mailto:secretariat@eurac-network.org).*

## ► Gatumba

**-Le massacre de Gatumba ou la justification de guerre qu'il fallait**

*F. 6168*

MBONABUCA Jean-P.  
Bujumbura, 19/08/04, 4 p.

**-Interview de Pasteur Habimana, le numéro deux et porte-parole du FNL-PALIPEHUTU sur le massacre de Gatumba**

*F. 6169*

NASIBU Charles  
Bujumbura, 22/08/04, 2 p.

**- Déclaration des parlementaires de l'entité Maï-Maï sur les tristes événements de Katumba**

*F. 6170*

MBARAMBARA ENA  
Félicien et VALIHALI  
KAMBALE LUHI,  
Kinshasa, 16/08/04, 4 p.

**- Analyse des faits sur les tueries des réfugiés ressortissants de la R.D-Congo perpétrées à Katumba dans la nuit du 13 au 14/08/2004**

*F. 6171*

BITAHWA KASIGWA  
Jean Ferdinand et autres,  
Société civile du Sud-Kivu  
Uvira, 20/08/04, 7 p.

**- Mettre fin à l'exploitation politique des massacres des populations innocentes : une urgence absolue**

*F. 6172*

NDAHIMANA Joseph,  
ADRN-igihango,  
Bruxelles, 18/08/04, 2 p.

**- Rapport circonstancié sur le massacre des réfugiés congolais au camp de transit de Gatumba, en République du Burundi**

*F. 6173*

Le Réseau des Associations  
de défense des droits de  
l'homme d'Uvira-  
Fizi/Province du Sud-Kivu  
en RDC  
Uvira, 31/08/04, 9 p.

**- Burundi: Le Massacre de Gatumba Crimes de Guerre et Agendas Politiques**

*F. 6174*

HRW, New York, 01/09/04,  
35 p.

**- Que rien ne puisse empêcher la transition et le processus électoral dans la RDC**

*F. 6175*

Beati i Costruttori et autres,  
Vicomerò, 25/08/04, 2 p.

**- Déclaration commune sur les massacres de Gatumba**

*F. 6176*

Ligue ITEKA et autres  
Bujumbura, 17/08/04, 2 p.

**- Information or interpretation ? Political scheming kills the victims of Gatumba a second time**

*F. 6177*

TEGERA Aloys et KAYSER  
Christiane, Pole Institute,  
Goma, 13/09/04, 7 p.

**- Réfugiés Banyamulenge au Rwanda et au Burundi : mise au point de la Société civile du Sud-Kivu**

*F. 6178*

La Société Civile du Sud-  
Kivu,  
Bukavu, 23/08/04, 6 p

**- Retour sur un massacre bien orchestré**

*F. 6179*

BRAECKMAN Colette  
Le Soir, Bruxelles, 25-  
26/09/04, 4 p.

**- RDC : Au bord du gouffre**

*F. 6180*

GESLIN Jean-Dominique  
Paris, 03/09/04, 3 p.

**- Fragilisation du processus de paix en RDC et au Burundi**

*F. 6181*

NABA Eliane/MONUC,  
Kinshasa, 26/08/04, 4 p.

## ► Burundi : Transition

- **Fin de Transition au Burundi : Franchir le cap** : [www.crisisweb.org](http://www.crisisweb.org)  
*F. 6086*  
ICG,  
Bruxelles, 05/07/04, 23 p.

- **Le rôle des parlementaires et des partis politiques dans la préparation des élections au Burundi**  
*F. 6183*  
NINDORERA Eugène,  
Bujumbura, 13/09/04,  
12 p.

- **Projet de loi N° 1 portant promulgation de la Constitution de la République du Burundi**  
*F. 6184*  
NDAYIZEYE Domitien,  
Bujumbura, 17/09/04,  
59 p.

- **Proposition des partis politiques non signataires du document de Pretoria pour la relance du processus de paix**  
*F. 6185*  
NIYONZIMA Déogratias,  
Bujumbura, 14/09/04, 3 p.

- **Pour une préparation plus apaisée des élections**  
*F. 6186*  
CenAP,  
Bujumbura, 31/07/04,  
17 p.

- **Premier Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies au Burundi**  
*F. 6182*  
Nations Unies,  
New York, 25/08/04, 16 p  
(voir [S/2004/682](#))

- **Burundi : Pour les minorités Twa, rien ne sera plus comme avant**  
*F. 6213*

MFURANZIMA Gérard  
Bujumbura, 19/08/04, 2 p.

## ► Rwanda : Idéologie du génocide

- **Rapport de la Commission parlementaire chargée d'enquêter sur les assassinats de Gikongoro et sur l'idéologie de génocide dans le pays**  
*F. 6197*  
Chambre des députés,  
Kigali, 30/06/04, 143 p.

- **Conclusions du Gouvernement sur le Rapport de la Commission parlementaire**  
*F. 6188*  
NKUSI Laurent (ministre),  
Kigali, le 19/09/04, 2 p

- **Réaction des évêques du Rwanda au Rapport de la Commission parlementaire**  
*F. 6187*  
Mgr HABUYAMBERE Alexis  
et autres,  
Kigali, le 26/07/2004, 4 p.

- **Le rapport de la Commission du Parlement rwandais me calomnie**  
*F. 6190*  
MISAGO Augustin (Mgr)  
Gikongoro, 25/08/04, 4 p.

- **Réaction du PDN-IGIHANGO à la Déclaration du Gouvernement rwandais (...) relative au Rapport de la Commission**  
*F. 6189*  
Déo MUSHAYIDI, Bruxelles,  
24/09/04, 2 p.

## ► RDC: Politique

- **Lettre au camarade Azarias Ruberwa Manywa, président du RCD, siège principal à Kinshasa/Gombe**  
*F. 6191*

KARERA Apollinaire  
et autres,  
Goma, 09/07/04, 12 p.

- **Prevent the return to full-scale war in the Congo**  
*F. 6192*: [www.crisisweb.org](http://www.crisisweb.org)  
GARETH Evans,  
ICG,  
Brussels, 24/08/04, 6 p.

- **Crise à Bukavu : "ni guerre interethnique ni génocide"**  
*F. 6193*  
DIASSO Alain,  
Kinshasa, 19/08/04, 2 p.

- **Problématique de nationalité et de double nationalité en RDC**  
*F. 6194*

SHE OKITUNDU Léonard,  
Kinshasa, 27/08/04, 21 p.

- **Débat entre Banyamulenge à la BBC à propos de Kagame défenseur des Banyamulenge**  
*F. 6195*  
NDAYUHURUME Laurent,  
Londres, 21/08/04, 5 p.

- **Rapport de Mission de la Commission Vérité et Réconciliation à Bukavu, ...**  
*F. 6217*  
Mgr Dr. Jean-Luc KUYE et  
NDONDO WA MULEMERA  
Bukavu, 06/08/04, 60 p.

- **Principes directeurs pour la participation de la femme congolaise, année 2004**  
*F. 6216*  
Ligue des Electeurs  
Kinshasa, 01/09/04, 6 p.

## ► RDC : Société civile

- **Mémoire de la Société civile du Sud-Kivu aux sénateurs américains en visite à Bukavu**  
*F. 6198*

Société civile du Sud-Kivu,  
Bukavu, 03/09/04, 2 p.

- **Mémoire de la Société Civile du Sud-Kivu adressé à M. Azarias Ruberwa, Vice-président de la République en mission à Bukavu, le 11/08/04,**  
*F. 6199*

Bukavu, 11/08/04, 3 p

- **Mémoire de la Société civile / ville de Butembo à l'occasion de l'arrivée du Gouverneur de Province du Nord-Kivu à Butembo**  
*F. 6200*

KATEMBO KAMAVU P.  
et BAHOTERANA Arsène  
Butembo, 08/09/04, 6 p.

- **Mémoire des Associations féminines de la Ville de Butembo adressé à S.Excellence M. le Gouverneur de province du Nord-Kivu à l'occasion de son arrivée à Butembo en date du 08 septembre 2004**  
*F. 6201*

Les associations féminines de la ville de Butembo,  
Butembo, 08/09/04, 2 p.

- **Déclaration du désengagement de la Société civile de la RDC par rapport à la Conférence régionale des ONG et de la Société civile d'Arusha en Tanzanie,**  
*F. 6202*  
Arusha, 17/09/04, 3 p

- **Lettre ouverte de la Société civile du Sud-Kivu à l'intention de S. Excellence M. le Gouverneur de Province du Sud-Kivu à Bukavu**  
*F. 6203*

Société civile du Sud-Kivu,  
Bukavu, 11/08/04, 4 p.

- **Mémoire de la Société civile adressé aux autorités politico-administratives et militaires des Territoires de Beni et Lubero , Villes de Beni et de Butembo**  
*F. 6204*

Société civile Grand Nord,  
Butembo, 10/09/04, 4 p.

## ► Grands Lacs

- **Le Canada doit répondre favorablement à l'appel du Secrétaire Général de l'ONU et fournir davantage de troupes à la MONUC**  
*F. 6206*

Table de Concertation du Canada,  
Montréal, 02/09/04, 2 p.

- **Lettre ouverte à Paul Kagame, Président de la République Rwandaise**  
*F. 6215*

TURAZZI Silvio  
Vicomero, 27/07/04, 2 p.

- **Allons-nous vers un Gouvernement des ONGs ? Réflexions sur HRW et AI**  
*K. 6214*

SEBASONI Servilien,  
in Kinyamateka, n° 1650,  
Kigali, 15/07/04, 2 p. (sur papier)

## ► EURAC

- **Eviter une nouvelle guerre dans les Grands Lacs**  
*F. 6208*

CNCD-Opération 11.11.11 /  
Amnesty international / Oxfam-  
Solidarité / Commission  
Justice & Paix,  
Bruxelles, 30/08/04, 2 p.

- **Situation report for Eastern DRC, 20 June – 10 July 2004,**  
*F. 6209*

MATSHIKIZA Marian,  
Christian Aid,  
London, 28/09/04, 2 p.

- **Situation Report (Bukavu Security Update, 17th - 20th July 2004**  
*F. 6211*

MATSHIKIZA Marian,  
Christian Aid,  
London, 20/07/04, 2 p.

- **Briefing paper on the International Conference on Peace, Security, Democracy and Development in the Great Lakes Region**  
*F. 6212*

DELCOUR Hannelore  
Kinshasa, 28/09/04, 3 p.